

# LA DÉCENNIE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT ET LA PARTICIPATION DES FEMMES



DÉCENNIE  
INTERNATIONALE  
DE L'EAU POTABLE  
ET DE  
L'ASSAINISSEMENT



1981 - 1990

COMITÉ DIRECTEUR  
INTERINSTITUTIONS DE  
COOPÉRATION POUR LA  
DÉCENNIE

JUILLET 1990

202.0 - 90DE-10843

Comme l'a écrit Barbara Ward juste avant sa mort en 1982 :

"Si les années 1970 ont été la Décennie des conférences pour l'Organisation des Nations Unies, il est peut-être encourageant que les années 1980 aient été proclamées Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Passer de l'accord général de Stockholm aux problèmes très précis de l'eau de boisson – étroitement liés à l'assainissement, aux maladies transmises par l'eau, aux soins de santé primaires, à la mortalité infantile et à la croissance démographique – représente un formidable pas en avant.

Dans certains pays du tiers monde, deux enfants sur cinq meurent avant la fin de l'enfance et une cause essentielle de cette mortalité est la pollution de l'eau. Tant que les parents verront mourir leurs premiers enfants, ils continueront à en mettre davantage au monde – non pas par folie ou ignorance, mais pour prendre une assurance sur leur vie active et leurs vieux jours ...

De nombreuses cultures ont en commun la croyance profondément enracinée que l'eau est l'aliment vital de l'humanité. L'image la plus effrayante de la pollution, l'empoisonnement délibéré des puits, a toujours hanté les esprits. Ce n'est pas par hasard si cette arme a été la première à être proscrite.

Donner au monde de l'eau de boisson saine et un assainissement adéquat coûtera peut-être \$80 millions par jour pendant les dix années à venir. C'est insignifiant par rapport au flot continu des ressources consacrées aux instruments de la mort : \$1,4 milliard par jour.

Jusqu'ici, cette hiérarchie scandaleuse des priorités restait acceptable pour les riches – pour les riches pays du nord et pour les riches minorités du sud. Nous devons être reconnaissants que les années 1980 commencent par une action concrète en faveur de l'assainissement et espérer qu'en allégeant la corvée d'eau quotidienne, qu'en sauvant des vies, qu'en donnant le sentiment d'être aidé, cette action contribuera à l'émergence d'un projet plus stable, plus pacifique et, en fin de compte plus humain."

Avant propos de *Down to Earth: Environmental and Human Needs*, Erick Eckholm, 1982.

Ce document a été préparé par  
Mme Mary Elmendorf pour l'Organisation  
mondiale de la Santé avec l'aide du Programme  
des Nations Unies pour le Développement, au nom  
du Comité directeur interinstitutions de la  
Coopération pour la Décennie internationale de  
l'eau potable et de l'assainissement .



# DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

COMITE DIRECTEUR INTERINSTITUTIONS DE  
LA COOPERATION POUR LA DECENNIE

## LA DIEPA ET LA PARTICIPATION DES FEMMES

### TABLE DES MATIERES

1.	Introduction .....	1
2.	Les femmes, l'eau et l'assainissement .....	4
3.	Des mécanismes pour soutenir la participation des femmes .....	8
4.	Participation des femmes à la Décennie .....	9
5.	Impact des femmes sur la Décennie et de la Décennie sur les femmes .....	14
6.	Dates importantes .....	20
7.	Questions et recommandations .....	28

LIBRARY, INTERNATIONAL REFERENCE  
CENTRE FOR COMMUNITY WATER SUPPLY  
AND SANITATION (IRC)  
P.O. BOX 92150, 2509 AD The Hague  
Tel. (070) 814911 ext. 141/142

RN: 60n 10043  
LO: 202.1 90 DE



## 1. Introduction

La coïncidence de deux événements marquants – la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985) et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) – a révélé sur la scène internationale la symbiose des buts de ces deux entreprises :

- La Décennie pour la femme était axée sur l'égalité (les droits des femmes), le développement (la lutte contre la pauvreté) et la paix.
- Le but de la Décennie de l'eau potable et de l'assainissement était d'assurer l'alimentation en eau de boisson saine et l'assainissement des zones urbaines et rurales sous-desservies d'ici 1990.

On s'est sensiblement rapproché de ces deux objectifs mais d'énormes difficultés subsistent alors que l'accroissement des populations mondiales, de plus en plus concentrées dans les zones urbaines, aggrave les problèmes des femmes et accélère la demande de services. Nous avons réuni ici ces deux objectifs sous un même thème : **les femmes, l'eau et l'assainissement**. L'idée de base est que pour continuer à progresser, il conviendra de coordonner plus étroitement les efforts et de les soutenir plus énergiquement au cours des années 1990. Les efforts récemment fournis par les organisations concernées paraissent être axés, de façon plus réaliste, sur les pièces d'un puzzle marquées par des systèmes ratés ou mal utilisés, des statistiques décevantes et l'accroissement de la pauvreté.

Trois motifs de préoccupation apparaissent :

- L'idée simpliste que "les gens sont les mêmes partout et répondront de la même façon aux buts annoncés et aux résultats promis."
- L'idée que ces buts et ces résultats pourront être atteints en termes techniques et économiques jugés universellement acceptables.
- La dotation en personnel et les politiques des organes internationaux, nationaux et locaux chargés d'atteindre les objectifs énoncés.

Deux conceptions étroitement liées prennent une importance croissante :

- La nécessité de comprendre les cadres de référence socio-culturels des groupes dispersés d'individus et de ménages laissés en marge dans les zones urbaines et rurales pauvres du monde;

*Un objectif commun*

*Une reconnaissance  
officielle*

- Le rôle des femmes dans les organisations et les sociétés partout dans le monde.

Ces idées, qui se précisent, ont influencé et influencent les instances de décision des programmes mondiaux et nationaux. Des forces multiples se sont conjuguées pour que soit officiellement reconnu le rôle infiniment précieux joué par les femmes au sein de leurs communautés. Sans cette reconnaissance, les améliorations apportées aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne pourraient être préservées ou utilement mises à profit et sans les femmes, l'eau et l'assainissement, la santé pour tous en l'an 2000 ne sera jamais une réalité.

On sait depuis longtemps combien est décisif le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Depuis que l'homme s'est sédentarisé, l'eau est une ressource fondamentale et, presque partout, les femmes sont depuis toujours les premières pourvoyeuses et utilisatrices d'eau au foyer. Il était donc inévitable que les responsables de la Décennie, dont le but est de fournir de l'eau propre et des systèmes adéquats d'assainissement au monde entier d'ici l'an 2000, se tournent vers les femmes.

Depuis le milieu des années 1970, différentes conférences de l'ONU ne cessent de souligner que ce sont les femmes qui, dans la communauté et à la maison, sont le moteur essentiel des améliorations apportées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement et des mesures prises pour un environnement satisfaisant dans les maisons et les communautés et aux alentours.

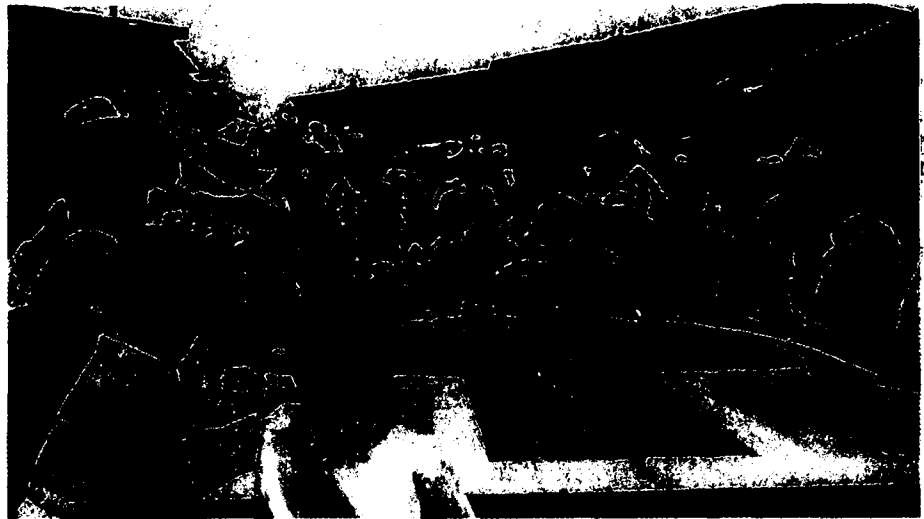
Il a cependant fallu attendre les années 1980 pour que les responsables du développement commencent à comprendre que l'exploitation et le maintien de systèmes communautaires à petite échelle exigeaient que soit renforcée et soutenue la participation des femmes aux activités communautaires.

*Les femmes dans le  
développement (WID)*

Au début de la Décennie, la plupart des organisations chargées de son exécution considéraient encore les communautés locales comme des sources de main-d'oeuvre bon marché ou comme des groupes censés recevoir, utiliser et entretenir les améliorations apportées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement par des organismes extérieurs. Généralement, les femmes étaient simplement considérées comme les premières à bénéficier de ces améliorations. Maintenant que la Décennie est sur le point de s'achever, la plupart des organismes concernés ont compris qu'il faudra renforcer les structures institutionnelles et les éléments de leurs programmes concernant les femmes et le développement pour atteindre les objectifs des années 1990. Ces quelques dernières années, les organismes

et les professionnels qui participent à la Décennie ont profondément changé leur façon de voir le rôle des femmes et la participation communautaire.

*Tout le monde assiste à la mise en service du nouveau système d'approvisionnement gravitaire en eau à Quiché, au Guatemala. Grâce au projet Agua del Pueblo de Xajunam, plus de 80 % des maisons ont des bornes fontaines dans ou près de leurs patios. Cette fontaine publique, sur la place de l'école, est pour toute la commune.*



Manifestement, ces changements ne se sont pas produits dans le vide. Beaucoup se sont passés avant 1980 et des activités parallèles intéressant surtout les soins de santé primaires ou la conception du rôle de la femme dans le développement en général n'ont pas non plus été sans influence.

Pour un bilan complet de la Décennie et de la participation des femmes, il faudra attendre une analyse systématique des projets/programmes exécutés par les donateurs et les rapports établis pays par pays. En attendant, nous nous contenterons de fournir des impressions et une étude analytique, peut-être contestable parfois, à partir d'entretiens avec différents acteurs de la Décennie, de quelque 80 documents et d'après l'expérience de l'auteur. Si nous avons procédé ainsi, c'est en partie parce que l'on manque de données statistiques complètes, mais aussi parce qu'il nous a paru important de recueillir des opinions et des impressions devant un bouleversement aussi considérable.

## 2. Les femmes, l'eau et l'assainissement

L'étude de la documentation sur ce sujet montre que les responsables de l'approvisionnement en eau oublient parfois que, dans les communautés pauvres, ce sont essentiellement les femmes qui fournissent l'eau nécessaire à l'usage domestique. Ce sont également elles qui s'occupent principalement ou seules de la nourriture des enfants et de leur instruction, des soins de santé primaires, de la propreté et de l'organisation du foyer et, dans les zones rurales, d'une partie au moins de la production agricole et de l'élevage. De nombreuses femmes se sont également mises à remplir des fonctions traditionnellement assumées par les hommes ; ceux-ci étant de plus en plus fréquemment appelés à s'éloigner pour occuper un emploi salarié, partout dans le monde, des femmes seules exercent de plus en plus souvent la charge de chef de famille.

La participation des femmes aux activités de la Décennie s'impose pour quatre raisons essentielles : la première est d'ordre *humanitaire* pour atténuer l'énorme fardeau que représente pour les femmes le manque d'approvisionnement en eau saine; elle a été portée à l'attention de l'opinion mondiale pour la première fois en 1976 à l'occasion de la Conférence Habitat de l'Organisation des Nations Unies. Les participants à un symposium d'une journée sur l'eau, qui était animé par Barbara Ward, ont alors voulu mobiliser l'opinion mondiale en portant des seaux d'eau sur la tête et un délégué officiel a demandé ce que l'eau pouvait bien avoir à faire avec les établissements humains. A mesure que se déroulait la conférence, il est devenu de plus en plus manifeste que l'eau, condition clé de la survie de l'homme, devait avoir la priorité dans tout village, dans tout hameau et dans toute maison. Après un intense travail en coulisse, mené par les délégués non officiels, la Conférence a notamment adopté pour but "de l'eau propre pour tous d'ici 1990" et transmis une résolution à ce sujet à la Conférence des Nations Unies sur l'eau tenue à Mar del Plata en 1977.

Ce besoin essentiel en services de distribution d'eau et d'assainissement avait également été souligné une année auparavant par la Conférence de l'ONU sur les Femmes, tenue à Mexico en 1975. Comme l'indiquait le plan d'action adopté alors, des systèmes améliorés et facilement accessibles d'approvisionnement en eau (puits, digues, retenues, canalisations, etc.), d'évacuation des eaux usées et d'autres services d'assainissement devraient être mis en place à la fois pour améliorer la situation sanitaire des familles et pour réduire la corvée de l'eau qui incombe essentiellement aux femmes et aux enfants.

Le plan d'action de la Conférence de Mar del Plata de 1977, sur la base duquel a été mise en place la Décennie internationale, souligne que la

*Démonstration  
d'Habitat*

*Plan d'action de  
Mar del Plata*



priorité doit être donnée aux groupes de population dont les besoins sont les plus grands, proposant que tous les secteurs actifs dans les campagnes coordonnent leurs efforts en utilisant le personnel et les autres ressources disponibles et ajoute que l'accent doit être mis en particulier sur la situation et sur le rôle des femmes du point de vue de la participation du public.

Deuxièmement, les raisons de *santé* sont importantes. Même si elles sont difficiles à quantifier, on ne saurait les négliger en raison des liens étroits qui existent entre l'eau d'une part, et l'hygiène, les maladies transmises par l'eau, les soins de santé primaires, la mortalité infantile, la croissance démographique, d'autre part. Comme l'a si éloquemment fait remarquer Barbara Ward : "*Dans certains pays du tiers monde, deux enfants sur cinq meurent avant la fin de l'enfance, et une cause essentielle de cette mortalité est la pollution de l'eau. Tant que les parents verront mourir leurs premiers enfants, ils continueront à en mettre davantage au monde – non pas par folie ou ignorance, mais pour prendre une assurance sur leur vie active et leurs vieux jours ...*" (1982).

Tant que les femmes n'auront pas le temps, l'énergie et la volonté de renoncer à leurs rôles traditionnels pour apprendre des fonctions nouvelles, les impacts sur la santé seront négligeables. Même s'il est difficile de les mesurer en raison des nombreuses variables à prendre en compte au niveau de la cellule familiale, il est de plus en plus largement reconnu que les femmes peuvent jouer un rôle décisif comme animatrices et instigatrices du changement. A la condition qu'elles se sentent suffisamment impliquées et motivées, les femmes peuvent avoir une influence déterminante.



*Les femmes participent pleinement à un atelier de formation de PROWESS au Nigeria.*  
Photo: Ron Sawyer, PROWESS

Viennent ensuite les raisons *économiques*. Les arguments sur le coût excessif de projets d'amélioration des approvisionnements en eau et de l'assainissement orientés vers les femmes et basés sur la communauté paraissent à courte vue. On estime généralement que les budgets à prévoir pour les activités de formation nécessaires à la participation de la communauté, notamment les stratégies d'intégration des femmes à tous les cycles des projets – choix de technologies localement adaptées, instructions sur leur utilisation et leur entretien et principes d'hygiène à inculquer pour leur utilisation efficace – représentent de 5 à 20 % du coût d'un programme. Négliger par contre cet élément formation c'est perdre un temps précieux, favoriser le maintien de

*Impact sur la santé*

*Les dividendes de la formation*

*Le prix du temps*

la mortalité infantile, et de maladies évitables liées à l'eau, accepter la multiplication des taudis et la dégradation de l'environnement. Même si les activités de formation devaient représenter 50 % du coût total, elles se justifieraient si l'on pense que les systèmes mis en place sans activités parallèles d'information deviennent vite inefficaces, non ou mal utilisés. Aucun avantage ne ressort des dépenses encourues.

En 1979, la Conférence mondiale de l'ONU sur la réforme agraire et le développement rural a souligné le rôle économique ainsi que domestique de la femme et relevé la nécessité de réduire les corvées ménagères pour donner aux femmes le temps de participer davantage à des activités économiques, éducatives et politiques.

Faute d'approvisionnements accessibles en eau saine, le plus gros des corvées ménagères consiste à se procurer les produits nécessaires et à soigner des enfants ou parents malades par manque d'eau. En 1988, la Banque mondiale a noté que, dans les campagnes, le temps des femmes a une valeur économique qui, même modeste, doit être prise en compte pour le calcul du rapport coût/efficacité des améliorations apportées aux approvisionnements en eau et aux systèmes d'assainissement. Avec davantage d'eau, les femmes retirent des avantages économiques immédiats d'activités génératrices de revenu ou d'une agriculture de subsistance et, bien que d'un rapport modeste, ces activités sont un appoint non négligeable à l'alimentation et aux gains de la famille. Les statistiques montrent très bien que lorsqu'il s'agit de leur propre revenu, les femmes consacrent une plus forte proportion aux besoins du ménage, souvent pour améliorer encore l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Les raisons propres aux *femmes* sont liées à toutes les raisons ci-dessus, humanitaires, sanitaires et économiques. Cela a été confirmé en juillet 1980 lorsque la Conférence de la mi-décennie des Nations Unies pour les femmes tenue à Copenhague a adopté une résolution appuyant les objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Cette résolution invitait entre autres les Etats Membres et les organismes des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées, à promouvoir la pleine participation des femmes à la planification, à la mise en oeuvre et à l'application de la technologie pour des projets d'approvisionnement en eau.

Les extraits suivants des stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme adoptées en 1985 par la Conférence de Nairobi montrent que s'était imposée l'idée, au cours de la Décennie pour la Femme, d'une participation des femmes pour permettre aux populations non desservies d'avoir accès à de l'eau saine.

- Les gouvernements devraient associer les femmes à l'élaboration des politiques, programmes et projets relatifs à la fourniture de logements et à la mise en place d'infrastructures de base. (Paragraphe 209).
- Les femmes et les associations de femmes devraient participer à la réalisation des projets de construction d'habitations et d'infrastructures, et en bénéficier au même titre que les hommes. Elles devraient être consultées au moment du choix du style et de la technique de construction et être associées à la gestion et à l'entretien des installations ... Il faut veiller en particulier, en consultation avec les femmes, à ce que toutes les communautés soient dûment alimentées en eau. (Paragraphe 210).
- Il faudrait redoubler d'efforts pour améliorer l'hygiène du milieu, y compris l'approvisionnement en eau potable, dans toutes les collectivités, en particulier dans les taudis et les colonies de squatters des zones urbaines, ainsi que dans les zones rurales, en accordant l'attention voulue aux questions d'environnement. Il faudrait étendre ces efforts ... et y faire participer des femmes à tous les niveaux du processus de planification et d'exécution. (Paragraphe 225).

Aux conférences de l'ONU convoquées à Mexico, Copenhague et Nairobi, ainsi que dans les villages d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les femmes n'ont cessé de souligner que mettre l'accent sur leurs besoins particuliers ne signifiait en aucun cas l'exclusion des hommes. Dans tous les projets, femmes et hommes doivent travailler ensemble et identifier les obstacles d'ordre institutionnel et culturel qui s'opposent à une amélioration de la qualité de leur vie. La participation des femmes fait partie intégrante de la participation et du développement communautaires. Dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les femmes sont toujours potentiellement efficaces, parfois à titre de partenaires informels, "non publics" ou "invisibles" dont la contribution est indispensable au succès des projets de même qu'elle s'impose pour des raisons humanitaires, sanitaires et économiques.

Toutes ces raisons existent depuis des années mais l'opinion a davantage pris conscience des contraintes que peuvent représenter, pour les femmes et le développement en général, la privation d'eau potable et d'assainissement. La Décennie internationale de l'Eau potable offrait aux planificateurs et aux responsables politiques l'occasion d'associer les femmes aux mesures prises pour atteindre leurs propres objectifs, devenir en même temps partie intégrante des ressources humaines nécessaires pour accroître la couverture de "systèmes durables et bien utilisés" et participer au processus de développement.

### 3. Des mécanismes pour soutenir la participation des femmes

Il a fallu attendre quatre ans après la première réunion du Comité directeur de la coopération pour la Décennie en 1978, juste après la Conférence de Mar del Plata en 1977, pour que ses membres reconnaissent officiellement le rôle important que pourraient jouer les femmes dans le programme et décident de créer une équipe interorganisations pour les femmes (IAFTW: Interagency Task Force for Women) chargée de promouvoir le rôle des femmes dans la Décennie. A la dixième réunion du Comité, en novembre 1982, soit deux ans après le lancement officiel de la Décennie internationale, le mandat et le plan d'action proposés pour l'équipe d'étude pour les femmes ont été présentés et approuvés. Un document stratégique a également été demandé et publié en décembre 1983.

#### *Naissance de PROWESS*

En 1983 également, a été approuvé un programme pour la promotion du rôle des femmes dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (PROWESS) (PNUD INT 83-003). Financé au départ par la Norvège, et puis par le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande et le PNUD, PROWESS a été conçu pour communiquer des renseignements et montrer comment les femmes pouvaient être des acteurs de la participation communautaire et en quoi leur contribution pouvait représenter une différence. Les femmes y étaient considérées comme un réservoir potentiel précieux de main-d'oeuvre pour la mise au point de systèmes améliorés d'assainissement dans les régions pauvres.

Dans le cadre de leurs rapports avec le Comité directeur de la coopération pour la Décennie et au sein des institutions qu'ils représentaient, l'Equipe interorganisations pour les femmes (IATFW: Interagency Task Force for Women) et PROWESS ont contribué à faire reconnaître l'importance des femmes au niveau de la communauté et à d'autres échelons gestionnaires. Avant 1980, il y avait eu des exemples isolés de projets réussis, plusieurs bénéficiant d'un soutien de l'UNICEF – dans le cadre desquels la participation des femmes avait une place essentielle, mais il s'agissait pour la plupart de projets pilotes, expérimentaux ou exécutés à petite échelle par des ONG, et les données à leur sujet étaient succinctes.

#### *Les femmes dans le développement et les OSE*

Au cours des années 1970 et 1980, des représentants et parfois des bureaux entiers du mouvement "Les femmes dans le Développement" (WID) ont été installés dans la plupart des OSE (organismes de soutien extérieur). WID a élargi sa sphère d'activités au-delà des domaines traditionnels de l'économie ménagère et de la santé, à des secteurs comme la production agricole et le travail rémunéré. Les grandes questions du développement national et de la promotion de la condition féminine ont été fondues en une seule. L'engagement sectoriel en faveur des idées du WID est manifeste

dans les organismes de soutien extérieur concernés par l'approvisionnement en eau et au sein des ministères ou organismes compétents dans les pays en développement. En revanche, les programmes ou les mesures précis sont restés faibles, faute de ressources financières et humaines d'une part et, d'autre part faute des moyens institutionnels nécessaires pour déterminer les problèmes clés et/ou les moyens de les résoudre.

Pendant la même période, des mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes dans le développement ont été mis en place dans la plupart des pays. Parfois, ces mécanismes ont été des bureaux ou des ministères de la condition féminine. Certains étaient des commissions nationales, mais la plupart ont été créés comme des éléments coordonnateurs et catalyseurs destinés à favoriser la promotion et la participation des femmes au développement dans les ministères, et les organismes paraétatiques et non gouvernementaux, comme on peut le relever dans le document *Institutional Framework for WID in Malawi* (Ayse Kudat, 1989).

#### **4. Participation des femmes à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement**

Lors du lancement officiel de la Décennie, en novembre 1980, les femmes des pays en développement, leurs bureaux de la condition féminine, leurs ONG et leurs organismes renforcés de recherche étaient prêts à ce que leurs offres de coopération soient officiellement reconnues par les organisations de l'ONU, les groupes d'organismes donateurs et leurs propres commissions nationales de planification de la Décennie ou ministères. Pendant les cinq années qui avaient précédé, après la conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, des femmes d'Europe occidentale, du Canada et des Etats-Unis d'Amérique, des représentantes d'ONG, d'organismes donateurs et d'institutions des Nations Unies ainsi que des individus intéressés avaient collaboré avec des femmes du tiers monde à la mise au point de stratégies conçues pour donner la priorité à l'eau et à l'assainissement.

Des données ont été rassemblées et communiquées sur les aspects socioculturels de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et en particulier sur le rôle des femmes dans les villages et les colonies de squatters périurbaines. On a pu constater que l'idée que les matières fécales des enfants sont inoffensives, sans danger pour la santé d'autrui, était très largement répandue. On a également constaté que les femmes sont capables de s'organiser et/ou d'acquérir des compétences nouvelles pour assurer le fonctionnement des systèmes améliorés d'approvisionnement en eau si ces

*Une avalanche de documents*

derniers répondent à leurs besoins. Les femmes sont capables de remettre en cause des comportements traditionnels et d'accueillir favorablement toute innovation susceptible de les soulager d'une partie de leur travail et/ou d'accroître leur revenu. La facilité d'accès à de l'eau saine répond à ces deux objectifs.

La période 1980-1984 a été marquée par une activité intense, des documents sur les femmes et la Décennie de l'eau potable et des études analysant le rôle de la femme étant présentés à des associations d'ingénieurs, des organisations du développement et des conseils de la santé, publiés dans des revues spécialisées ainsi que sous forme d'articles pour le grand public. Plusieurs brochures ont été publiées par l'IATFW et des organismes de l'ONU, notamment sur les questions suivantes :

- Les femmes et l'innovation (UNICEF/PNUD)
- Les femmes et le développement des ressources agraires et hydriques (FAO)
- Les femmes, l'eau et l'assainissement (OMS)
- Comment les femmes ont été et pourraient être associées à des actions sur le terrain (UNICEF/IATFW)
- Peut-on envisager de meilleures méthodes? (IATFW)
- Les femmes, la corvée de l'eau et les maladies liées à l'eau (PNUD)

Dans un document présenté à une conférence de l'AID des Etats-Unis d'Amérique tenue en 1980, Mary Elmendorf a défini le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Cette définition a été reprise à de nombreux séminaires, ateliers et réunions, y compris à la conférence tenue à Copenhague en 1980 sur la Mi-décennie des Nations Unies pour la femme. Le document original a été étoffé par Mary Elmendorf et Raymond Isely et publié sous la forme du rapport technique N° 11 de WASH portant sur les femmes en tant qu'actrices et bénéficiaires des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ce document a été ensuite traduit en espagnol et en français et publié en version abrégée dans le Forum mondial de la Santé (OMS, 1982) et la série de l'UNESCO sur l'éducation (1984). Il a également servi de base pour des discussions aux réunions de l'IRC, de l'INSTRAW et de l'IDRC tenues en 1984 à La Haye, au Caire et à Manille.

Les documents et articles sur la participation communautaire et le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement recueillis par Elmendorf et Isely ont été communiqués à WASH et deux bibliographies ont été préparées sous la forme de rapports techniques. De plus, des documents ont été établis au cours de la phase préparatoire de PROWESS pour fournir des renseignements pratiques sur les problèmes liés à la participation des femmes aux programmes communautaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En tout, ce sont plus de 800 documents qui ont finalement été examinés pour la bibliographie annotée sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement public en eau et l'assainissement, établie par Christine van Wijk-Sijbesma et publiée en 1985 par l'IRC en coopération avec PROWESS.

*Des réunions  
multiples*

Des symposiums et des séminaires ont eu lieu en 1984 sur la participation des femmes à des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment :

- le Séminaire international sur les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement parrainé par l'Institut international de recherche et de formation pour la Promotion de la femme (INSTRAW) s'est tenu au Caire du 12 au 16 mars 1984;
- un Symposium sur la Décennie au niveau local et le rôle des hommes, des femmes et des institutions dans l'approvisionnement en eau et le développement organisé par le Centre international de référence pour l'approvisionnement public en eau et l'assainissement (IRC) s'est tenu à Amsterdam du 20 au 22 juin 1984;
- une réunion sur les femmes, l'eau et l'assainissement organisée par le Centre international de recherche sur le développement (IDRC) du Canada s'est tenue à Manille du 24 au 26 septembre 1984.

Ces séminaires et ces symposiums ont permis à des experts venus du monde entier de se communiquer leurs expériences et leurs connaissances sur le problème des femmes et de l'eau. Les documents soumis à ces réunions et les rapports établis à leur suite ont fourni toute une moisson de renseignements et permis d'élaborer des recommandations sur le sujet. Beaucoup reprenaient d'anciennes idées avec des variations locales et des rôles nouveaux. D'autres exploraient les liens avec d'autres secteurs et suggéraient de nouvelles méthodologies. Ainsi, le séminaire tenu à Bangkok sur la gestion des déchets humains sous le parrainage de l'Institut d'études sur le logement et de l'Institut asiatique de technologie en 1983 était très nettement axé sur les femmes et la participation communautaire.

*Une perspective  
sociale*

Des spécialistes des sciences sociales ont été associés aux équipes des projets pour travailler sur l'impact social et collaborer à l'occasion avec des experts de la formation en vue du développement des ressources humaines, même si les uns et les autres ont en général consacré beaucoup moins de temps à ces projets que les ingénieurs et les économistes.

*Un bilan de  
l'ONU*

Alors que les responsables politiques et les planificateurs envisageaient avec moins de scepticisme la nécessité d'associer les femmes à la participation communautaire, il a quand même fallu attendre le bilan à la mi-parcours de la Décennie internationale pour que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies reconnaisse, en mars 1985, que le rôle des femmes dans tous les aspects du développement et de l'exploitation de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement avait été trop souvent négligé par le passé. Les femmes étaient désormais considérées comme des utilisatrices de services, chargées d'approvisionner la famille en eau, de préparer les aliments et de s'occuper des enfants, comme le maillon vital de la chaîne eau-assainissement-santé au niveau le plus élémentaire des soins de santé primaires, le foyer. Il était enfin suggéré que soient mis en place des mécanismes pour favoriser la participation des femmes et des communautés à la planification des services, à la formation des usagers et à l'entretien des installations.

*Un pas de géant*

Les participants à une réunion de l'OECD/CAD tenue à Paris en septembre 1985 ont fait le point de l'état d'avancement et des perspectives de la Décennie et adopté des conclusions et recommandations qui ont marqué un formidable pas en avant en faveur de la participation des femmes au développement communautaire.

*"Une participation communautaire bien conçue ne consiste pas simplement à fournir gratuitement de la main-d'oeuvre et des matériaux locaux ou des contributions en espèces. Elle suppose l'engagement total de la communauté à tous les stades du développement d'un projet : depuis la conception et les plans initiaux jusqu'à la construction, l'exploitation et l'entretien... Ce n'est que récemment qu'a été reconnue l'importance du rôle des femmes dans la participation communautaire pour atteindre les objectifs d'un programme. En tant que principales utilisatrices et premières intéressées, les femmes peuvent apporter une contribution utile à la planification, à l'entretien et à la gestion au niveau local et influencer ainsi l'efficacité de l'exploitation et de l'utilisation des installations. Les femmes jouent également un rôle majeur dans l'amélioration de l'état de santé, décidant de l'usage du temps économisé, ainsi que dans l'utilisation de l'eau et des déchets recyclés à des fins domestiques et économiques... Comme une*



*première mesure qui conduirait à une participation plus active des femmes aux projets, les donateurs devraient étudier les moyens de les associer plus étroitement à leurs projets en cours et donner à cette fin des instructions appropriées à leurs collaborateurs..."*

Il était également noté dans la même conclusion que l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne peuvent être efficaces que s'ils sont associés à des activités d'éducation sanitaire reposant sur la participation de la communauté et en particulier sur celle des femmes. Il faudrait que les donateurs augmentent sensiblement la part des ressources consacrées aux activités éducatives et notamment à l'éducation pour la santé et à la participation communautaire.

Dans le rapport de situation de la mi-décennie soumis en 1986 à la Trente-neuvième Assemblée mondiale de la Santé, il a été noté dans la section sur les ressources humaines que l'OMS avait pris activement part aux mesures prises pour promouvoir le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement... et que dans certains pays de la Région de l'Asie du Sud-Est, des activités de formation au niveau de la communauté avaient bénéficié d'un soutien spécial. Il était indiqué dans le document que les femmes prenaient part à des programmes de construction et d'approvisionnement, assuraient l'entretien des pompes et contribuaient à promouvoir l'assainissement.

Les participants à plusieurs autres réunions régionales, notamment à Abidjan en 1986, à Recife en 1988 et en Bolivie en 1989 ont reconnu combien il est important d'associer les femmes à la participation communautaire. Il a cependant fallu attendre la consultation d'Interlaken en 1989 pour que l'importance du rôle de la femme soit officiellement confirmée par les responsables de la Décennie. Les recommandations suivantes ont été adoptées par les donateurs, les organisations participantes et les responsables de programmes du système des Nations Unies :

- Prendre en compte, dans les descriptifs de projets, le rôle des femmes et de la participation communautaire et les méthodes à appliquer pour les promouvoir.
- Tirer parti de l'expertise existante, notamment celle d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes communautaires.
- Prévoir des fonds budgétaires pour ce soutien et recruter des personnels spécialisés dans ce domaine.

**Reconnaissance  
officielle**

## 5. Impact des femmes sur la Décennie et de la Décennie sur les femmes

Quel est l'impact des femmes sur la Décennie ?

Quel est l'impact de la Décennie sur les femmes ?

Les réponses à ces deux questions sont difficiles à dissocier : répondre favorablement à l'une rend d'autant plus probable une réponse positive à l'autre. Dans la mesure où un accès aisé à de l'eau saine et à des systèmes d'assainissement donne aux femmes davantage de temps, d'énergie, une meilleure santé et le respect d'elles-mêmes, elles sont plus disponibles pour contribuer à l'entretien et à l'utilisation efficace des systèmes améliorés mis à leur disposition.

- Elles peuvent adopter les comportements nécessaires à un bon fonctionnement et à une utilisation judicieuse des systèmes nouveaux;
- elles peuvent encourager de meilleures pratiques d'hygiène (se baigner et se laver les mains plus fréquemment);
- elles peuvent accroître leurs revenus et/ou améliorer leur alimentation en entretenant des jardins potagers, en élevant des poules, des cochons, des abeilles, etc.;
- elles peuvent contribuer à la rentabilité de l'investissement qui, lorsque les installations sont inefficaces ou mal utilisées, se solde par une perte financière sèche.



*Timor, Indonésie. Un accès plus facile à l'eau saine et le temps ainsi économisé permettent plus de productivité; de l'eau pour l'hygiène a des effets positifs sur la santé.*

Au sujet de la participation des femmes à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, il faut prendre en compte de nombreuses catégories de femmes : celles qui occupent des postes professionnels clés au sein des différentes institutions, celles qui font de la

recherche, en milieu universitaire ou comme consultantes, les femmes ingénieurs et surtout dans le tiers monde, les femmes qui occupent des postes professionnels et/ou politiques, travaillent au sein d'ONG ou d'associations féminines, sont dans l'enseignement ou les services de santé et, enfin et c'est peut-être l'essentiel, les femmes qui vivent dans les taudis urbains et les communautés rurales.

**La force des usagers**

Ce dernier groupe, celui des *usagers*, véritable cible de la Décennie, avait jusqu'en 1980 été considéré comme le bénéficiaire des améliorations apportées aux approvisionnements en eau mais est maintenant de plus en plus perçu comme prêt à prendre une part active aux projets mis en oeuvre. On a enfin admis en 1990 que les femmes au niveau local détenaient la clé de l'utilisation efficace et du maintien des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ce sont elles qui voient si les nouveaux systèmes sont utilisés ou non et s'ils méritent (d'après leur propre analyse personnelle du rapport coût-efficacité) d'être entretenus et financés, et surtout comment ils sont utilisés.

Dans bien des cas, c'est grâce à la pression synergique des femmes, individuellement et en groupes, qu'ont pu être mis sur pied des projets efficaces. D'après un ingénieur de l'OPS, "A chacun de mes voyages en Amérique latine, je constate que davantage de femmes travaillent dans le secteur de l'assainissement, aussi bien dans les ministères que sur le terrain. Elles sont plus décidées et hésitent moins à exprimer leur point de vue. Je ne sais pas si c'est à cause de la Décennie pour la femme, à la suite de la Conférence de Mexico, ou à cause de la Décennie de l'eau potable. Au Mexique, on voit de plus en plus de femmes occuper des postes de maire, diriger des commissions de l'approvisionnement en eau, assurer la trésorerie ou même gérer des systèmes de distribution d'eau. Les femmes savent ce qu'elles veulent, ce qu'elles sont prêtes à payer."

**L'exemple de Kwale**

Le projet KWAHO/Kwale exécuté au Kenya de 1975 à 1988 offre une bonne illustration de la participation de femmes à tous les niveaux : parmi les nombreux acteurs de ce projet figuraient entre autres l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA), l'UNICEF, UNIFEM, le PNUD/Banque mondiale, l'AMREF, PACT, et PROWWESS. L'impact qu'a eu ce travail sur les femmes, les usagers, les formateurs, les personnels des institutions dont de nombreux hommes, est une autre histoire. L'expérience racontée dans une étude intitulée *People, Pumps and Agencies* (Deepa Narayan-Parker, 1988) montre très bien comment une ONG féminine du Kenya a su associer les efforts théoriques et le travail pratique au niveau gestionnaire et opérationnel. On a également pu constater l'influence des femmes à tous les niveaux, ainsi que celle de la

coopération interinstitutions – internationale, binationale, gouvernementale ou inter-ONG. Les femmes des pays en développement peuvent avoir une influence sur les responsables de la prise des décisions et sur les politiques. Il faut qu'elles se fassent entendre et qu'elles montrent ce qu'elles font.

Beaucoup diront que les femmes du Kenya sont différentes. Et elles le sont ! D'autres évoqueront les multiples soutiens extérieurs. La réponse cependant est que l'on pourrait trouver des exemples analogues dans d'autres pays où des projets ont reçu moins d'argent et moins d'assistance technique mais l'appui énergique de ministères, d'associations féminines et/ou d'ONG locales. Les projets cités ci-après illustrent également le rôle très positif qu'ont joué les femmes à tous les échelons, depuis la communauté jusqu'à l'institution et aux organes politiques les plus élevés.

**Beaucoup d'autres exemples**

- . En Indonésie (PROWESS/PKK/OMS/Fondation Ford)
- . Au Guatemala (BIRD/ADP/USAID)
- . Aux Philippines (IDRC/Philippines)
- . A Sri Lanka (IDRC/SARVODAYA)
- . Au Mexique (PROWESS/UNICEF/UNAM, et CIDA/IDRC/GAT)
- . Au Bangladesh (ICDDR, PROWESS/PNUD, AGFUND, UNICEF)
- . Au Togo (CIDA/CUSO)
- . Au Zimbabwe (BIRD/NORAD)
- . Au Kenya (FINNIDA)
- . Au Rwanda (CAPRE/USAID/WASH)
- . Au Mexique (SIRDO, IDRC, GTA)

Un représentant de l'IRDC (Centre international de Recherche sur le Développement) en Asie (Lee Kam Wing 10/2/89) a répondu ainsi à une question sur le grand nombre de projets d'approvisionnement en eau conduits et dirigés par des femmes :

*"Je ne crois pas que nous ayons eu pour politique délibérée de nommer des femmes à la tête de ces projets, mais ... lorsque des femmes ont effectivement l'occasion de conduire ce type d'activités, elles y apportent une attention dont les hommes ne sont pas capables, et qui tient précisément à la perception qu'elles ont de leurs besoins, ce qu'elles pensent de la façon dont doivent être planifiés et gérés des projets d'approvisionnement en eau."*

**Rôle des ONG**

Un projet local d'ONG parmi bien d'autres, dont les plans avaient été arrêtés en 1984 à Manille lors d'un séminaire de l'IDRC sur le thème *Les femmes, l'eau et l'assainissement*, a fait l'objet d'un rapport de son administratrice, P. Valera, au séminaire organisé en 1988 sur *La*

*participation des femmes dans les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.* Exécuté avec le soutien financier du Philippine Business for Social Progress (PBSP), composé d'hommes d'affaires, pour la mise en place de systèmes de distribution d'eau potable dans les communautés, ce projet reposait au départ sur une approche communautaire et n'était pas axé sur les femmes. Au fur et à mesure de son exécution toutefois, les femmes ont manifesté un intérêt croissant pour la planification et la mise en œuvre des activités ainsi que comme bénéficiaires. Mme Valera a fait remarquer dans son analyse que "*Comme les participants étaient surtout des femmes, on leur a demandé d'apprendre aux autres usagers (les membres de leurs familles et autres habitants de la communauté) à bien faire fonctionner les pompes, à les entretenir et à protéger l'eau de toute contamination. Cette forte participation féminine a semble-t-il été très bénéfique du point de vue de l'acceptation du système par la communauté.*"

#### *Des femmes à la barre*

Un autre exemple, toujours en Asie, est fourni par le projet exécuté par le PKK (Mouvement indonésien pour le bien-être familial) au Timor occidental en collaboration avec PROWWESS/PNUD, l'OMS et la Fondation Ford. Dans un exposé récapitulatif (*From Rhetori to Reality, Women and Water*), Deepa Narayan-Parker, responsable de recherche, analyse la contribution des femmes au succès du projet et leur émergence progressive sur le devant de la scène comme responsables. Grâce à la somme importante de données recueillies de 1985 à 1988, elle décrit très clairement, chiffres à l'appui, les changements spectaculaires apportés aux ressources en eau et à la qualité de la vie – économique, affective et sociale – des femmes au bout d'un an et demi d'activités collectives dans les villages. Pour elle, ces données montrent clairement que :

- l'engagement des femmes n'a rien d'irrationnel et n'est pas non plus une affaire de nombre;
- la participation et son évolution peuvent être mesurées et quantifiées;
- une stratégie axée sur la participation et le développement a un impact positif sur l'approvisionnement en eau et les femmes, mais va bien au-delà, et réunit les conditions propices à un développement autonome;
- l'impact de ce type d'activités, même les modifications observées au niveau de la conduite des opérations et de la confiance en soi, est mesurable en un bref laps de temps;

*Une approche basée  
sur la participation*

- l'engagement des femmes ne passe aucunement par l'exclusion des hommes.

On peut trouver un autre exemple d'engagement accru des femmes dans la restructuration d'ONG comme CAPRE, l'une des plus actives dans le secteur de l'approvisionnement en eau, vers un fonctionnement axé davantage sur la participation. En 1985, Paula Donnelly-Roark a coordonné, avec des fonds de WASH, un atelier sur la mise au point de méthodes à l'intention du personnel de CAPRE en Afrique, le but étant d'obtenir une participation accrue de la communauté. Mike Godfrey, l'un des participants, a été envoyé au Rwanda et chargé, avec l'aide de CAPRE, de concevoir et d'administrer un projet reposant sur les approches de la participation élaborées lors de l'atelier.

Deux évaluations, l'une en 1987, l'autre en 1989, font état du véritable travail collectif entrepris par le personnel du projet, les représentants de GOR, les responsables locaux et les usagers des approvisionnements en eau. Ce projet est considéré comme l'un des plus réussis qui ait été exécuté dans le pays.

Le 6 novembre 1989, le Dr Rudi Horner, Directeur du secteur des soins de santé primaires pour CAPRE, a indiqué qu'une plus grande part du budget des soins de santé primaires pour 1990 serait allouée à 26 projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans 20 pays, le reste du budget, soit un peu plus de la moitié, étant réparti entre 34 projets de SSP et 13 programmes d'aide alimentaire pour la SMI. Elle a ajouté que l'eau et l'assainissement étaient jugés comme extrêmement importants dans les programmes de CAPRE et que les femmes étaient de plus en plus considérées comme des éléments clés de la viabilité de systèmes communautaires d'approvisionnement en eau.

Un projet financé conjointement par l'Agence canadienne de développement international (CIDA) et le Gouvernement du Togo et exécuté par le Canadian University Service Overseas (CUSO) avait pour stratégie de montrer le rôle joué par les femmes comme membres du personnel du projet. Ce dernier est doté d'une structure bicéphale avec un directeur de nationalité canadienne et un coordonnateur national de nationalité togolaise. Le coordonnateur, détaché par le Ministère des affaires sociales, est une femme possédant une expérience approfondie du travail de développement en milieu rural dans le cadre du réseau togolais des centres féminins ruraux et a également travaillé pour un autre projet d'approvisionnement en eau des zones rurales financé par l'AID des Etats-Unis d'Amérique. Son but est de veiller à ce que la participation des femmes atteigne au moins 50%.

Le projet a trois objectifs principaux : 1) approvisionner correctement en eau saine 65 000 habitants des campagnes, sous réserve que ceux-ci s'engagent à assumer la responsabilité des approvisionnements; 2) financer de petits projets d'assainissement et de création d'activités génératrices de revenus; 3) mettre en place des activités de formation à tous les niveaux pour préserver les acquis des initiatives prises dans les villages. En 1983, le CIDA comptait un grand nombre de femmes de la catégorie professionnelle dans son personnel et était favorable à ce que des femmes spécialistes en sciences sociales analysent des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il a cependant fallu attendre 1989 pour que le CIDA recrute une spécialiste du WID pour procéder à l'analyse critique de la participation des femmes à tous ses projets liés à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

Un autre groupe dont il faut tenir compte est celui des femmes qui occupent des postes clés au sein du système des Nations Unies. En collaborant étroitement avec le Comité directeur de la coopération pour la Décennie, les membres de l'Equipe interorganisations pour les femmes ont beaucoup fait pour que soit de plus en plus largement acceptée la nécessité d'intégrer pour cette action la contribution théorique et pratique d'ingénieurs et autres techniciens essentiellement masculins. Ma Yansheng, conseiller de l'UNICEF pour la participation communautaire, et Dunja Pastizzi-Ferensic, Directeur de l'INSTRAW, ont noté que de 1983 à 1986, l'attitude du Comité directeur à l'égard de la participation des femmes avait changé, passant d'une acceptation résignée à l'idée que la participation des femmes aux projets d'approvisionnement en eau était essentielle pour atteindre l'objectif de systèmes gérés par la communauté. Cela a également été l'une des principales préoccupations de Siri Melchior et Sarah Timpson, actuelles et anciennes directrices de PROWWESS, qui ont toutes deux joué un rôle important au sein de l'Equipe interorganisations. Toutes les quatre estiment que la présence de femmes au Comité directeur a permis une collaboration plus étroite entre les institutions des Nations Unies et une meilleure coordination avec les ONG, favorisant la participation des femmes à toutes les activités et renforçant ainsi celle de la communauté.

## 6. Dates importantes

Au début de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, les responsables de la planification parlaient de *couverture*, pensant en nombre d'installations, de pompes, de puits, etc., alors même que de nombreux rapports, y compris l'étude de la Banque

**Responsabilités  
locales**

mondiale conduite en 1976 par Saunders et Warford, avaient déjà évoqué la proportion importante de systèmes améliorés qui avaient cessé de fonctionner cinq ans après la mise en place des installations.

C'est en 1987 seulement qu'a été présenté ce qui devait être un tournant dans la conception des projets locaux qui, cessant d'être axés sur la mise en oeuvre, privilégiaient la responsabilité et s'accompagnaient évidemment d'une nouvelle idée de la participation communautaire et de l'engagement des femmes. Cette idée a été présentée dans un document de Paula Donnelly-Roark (*For the Design and Management of Sustainable Water Supply and Sanitation Projects*) qui, publié conjointement par PROWWESS/PNUD et WASH/USAID, fournissait aux donateurs, aux planificateurs et aux administrateurs de projets un nouveau cadre analytique pour la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des projets.

La nécessité d'assurer l'exploitation et l'entretien continus des installations a été soulignée il y a longtemps, notamment en 1972 dans le classique *Drawers of Water* (G. White, et al., 1972) qui recommandait de recueillir des renseignements sur les croyances et les critères de la population locale en matière d'utilisation de l'eau afin d'obtenir son adhésion aux projets et de s'assurer que les installations seraient utilisées (voir aussi Whyte, et al 1978 et Racelis 1980).

**Durabilité**

On insiste maintenant moins sur la couverture que sur la durabilité. L'idée est d'associer la communauté, c'est-à-dire les usagers, au choix et à la planification des nouvelles installations qu'elle souhaite, et qu'elle sera capable d'exploiter et d'entretenir pendant longtemps. La nécessité de bien comprendre la dimension humaine, la participation populaire et les modifications de comportement nécessaires au succès des projets mis en oeuvre a été évoquée lors de discussions de groupes dans le cadre de la réunion de l'American Society of Civil Engineers, tenue en 1978, puis à l'occasion de réunions professionnelles dans le cadre de la Décennie.

**Une utilisation durable  
et efficace**

A partir d'études approfondies sur le terrain, les responsables de PROWWESS/PNUD ont pu élaborer en 1988 un cadre de planification et efficace d'évaluation appelé PEGESUS et associant une approche de la gestion du développement à des objectifs clairement définis et mesurables. Le sigle PEGESUS évoque l'idée d'un partenariat pour la mise au point de systèmes efficaces et durables. Pour les projets communautaires qui ne peuvent fonctionner avec des schémas d'exécution, le premier travail gestionnaire doit être la mise en place d'un "environnement éducatif". Il s'agit avant tout de mettre en place à l'aide de méthodes reproductibles des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables, et effectivement utilisés. L'élaboration d'un cadre unique acceptable pour les



administrateurs, les techniciens et les spécialistes du mouvement WID partout représente un progrès vers la reconnaissance de la participation des femmes comme une chose essentielle.

La généralisation de la notion de systèmes gérés par la communauté plutôt que des extensions de services centralisés a marqué un autre tournant important. Le premier document officiel à avoir évoqué la gestion communautaire a été un plan stratégique sur l'approvisionnement rural en eau en Afrique au Sud du Sahara, préparé en 1989 par John Kalbermatten pour la Banque mondiale. Dans sa recherche de techniques peu coûteuses appropriées, vers le milieu des années 70 et plus tard dans le cadre de programmes PNUD/BIRD, Kalbermatten a étudié simultanément les obstacles risquant de compromettre l'acceptabilité des systèmes améliorés pour les usagers et la capacité des communautés d'en assurer l'exploitation et l'entretien.

En 1988, Martin Beyer a souligné l'importance du facteur humain dans une édition spéciale de DECADE Watch. Comme il l'a indiqué *"les mesures fondamentales de développement des ressources humaines commencent au niveau de la communauté et de l'individu... Chacun, homme, femme et enfant, doit y être associé."* L'OMS a préparé des études de cas spéciales qui mettent l'accent sur ce point, même si la plupart des activités de budgétisation/planification pour le développement des ressources humaines restent limitées au personnel technique.

Plusieurs documents soumis au 13<sup>e</sup> Congrès interaméricain de génie sanitaire et environnemental tenu en 1982 à Panama traitaient du développement des ressources humaines, dont un article d'Anne Whyte axé sur l'importance du choix des usagers dans les programmes de participation communautaire qui s'inscrivent dans une politique nationale. Un autre ouvrage de Mary Elmendorf soulignait combien il est important d'admettre que les femmes sont les premières à gérer les ressources en eau – dans la mesure où ce sont elles qui, souvent, font les choix importants – et notait qu'il faudrait leur donner une formation spéciale pour qu'elles puissent mieux remplir à la fois leurs rôles traditionnels et leurs nouveaux rôles et cesser d'être des ressources humaines invisibles, "sous-utilisées".

En 1988, le Réseau international de formation pour la gestion de l'eau et des déchets, avait produit un ensemble important de documents audiovisuels et imprimés sur les techniques peu coûteuses d'approvisionnement en eau et d'assainissement, la participation communautaire et l'éducation pour la santé au cours des premières années de la Décennie, administrait déjà huit centres et prévoyait la création de

*Des systèmes gérés par la communauté*

*Développement des ressources*

nouveaux centres. Cela étant, ces activités de formation s'adressent surtout à des techniciens. Le programme PNUD/Banque mondiale a récemment entrepris, en collaboration avec PROWESS, de développer des activités de formation pour la participation, essentiellement sur la base des techniques mises au point et testées dans le courant de la Décennie par Lyra Srinivassan, qui s'est inspirée des méthodologies de SARAR.

Des ateliers sur la nécessité (et le "comment") de la participation des femmes ont été organisés par l'INSTRAW dans plusieurs régions, en collaboration avec l'UNDTCD et la CESAP. On a dit qu'ils avaient très efficacement présenté les problèmes en jeu et apporté certaines réponses aux administrateurs de rang supérieur et autres fonctionnaires de gouvernements et d'OSE qui y assistaient.

Il faudrait accorder davantage d'importance et d'argent à la formation des agents communautaires et des usagers à mesure que se développe la décentralisation. L'OMS également s'intéresse davantage à l'analyse de différents aspects de la formation communautaire. Dans ce contexte, les femmes apparaissent très nettement comme des ressources humaines de base et doivent recevoir une formation pour mieux remplir leur rôle traditionnel et acquérir des compétences nouvelles. Le rôle formateur des femmes au sein de la communauté et à domicile est de même de plus en plus largement reconnu.

*Services  
d'appui*

Au début de la Décennie, les services d'appui visaient essentiellement à renforcer les organismes nationaux d'approvisionnement en eau, les ressources humaines et les activités de formation dont le but était avant tout d'aider les techniciens à étendre la couverture des approvisionnements. On se soucie maintenant davantage des restructurations institutionnelles à opérer et l'on accorde une plus large place à la formation au niveau local et régional.

D'après un responsable de l'OPS, trois pays latino-américains ont fait de très grands progrès dans la décentralisation et le renforcement des institutions régionales. Dans beaucoup d'autres pays, les systèmes d'eau et d'assainissement sont encore distincts les uns des autres et au sein de l'OMS, il y a une séparation verticale entre les soins de santé primaires et la santé de la famille.

*Pakistan*

Le Pakistan s'est lancé dans un travail de décentralisation et de renforcement des institutions en donnant notamment une importance nouvelle à la participation de la communauté et des femmes. L'Inde et plusieurs pays d'Amérique latine se sont déjà lancés dans cette voie.

Comme on l'a vu plus haut, un tournant important a été la mise au point, par Deepa Narayan-Parker, en 1989, d'un cadre analytique, PEGESUS, pour la planification et l'évaluation de systèmes gérés par la communauté. Comme elle l'a noté, "*il est possible de rendre la souplesse moins menaçante, la gestion communautaire et la participation des femmes moins théoriques et les projets mieux adaptés aux compétences et aux besoins de la communauté*". Pour elle, il est très important de redonner les instruments d'évaluation à la communauté.

Les critères d'évaluation des projets ont changé, avec d'autres principes conceptuels, passant de la couverture et de l'impact sur la santé au fonctionnement et à l'utilisation (MEP, OMS, 1983) à l'utilisation efficace, à la durabilité et à la répliquabilité (buts et indicateurs, PNUD/PROWWESS, 1989).

***Financement par  
la communauté***

Un autre fait intéressant, qui marque aussi un tournant dans la Décennie, est la notion d'autofinancement dans la communauté, présentée par Justin R. Jackson, Directeur de CAPRE pour l'Indonésie, au 6<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Association internationale des ressources en eau, tenu à Ottawa en 1988, comme "*une solution aux problèmes d'eau de l'Indonésie*". L'idée de consentir des prêts aux communautés pour leur permettre de financer elles-mêmes l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau reposait en partie sur une étude (Judd, et al.), dont les résultats étaient notamment les suivants :

- La plupart des communautés rurales étudiées ont grand besoin de systèmes améliorés de distribution d'eau et sont prêtes à participer à leur financement.
- Les communautés sont d'autant plus favorables à l'autofinancement qu'elles comptent un taux élevé d'activités génératrices de revenus et que les gens ont donc moins de temps pour aller chercher l'eau eux-mêmes.

***La volonté de  
payer***

C'est là un facteur qui a été pris en compte lors de la planification des projets dès avant le début de la Décennie de l'eau potable. L'étude réalisée en Indonésie par CAPRE à la demande de l'USAID a montré, comme beaucoup d'autres études conduites par la Banque mondiale à partir de la fin des années 70, que la volonté de payer, dans les communautés rurales, dépend moins des moyens économiques que d'autres facteurs ou autres combinaisons de facteurs. Ces facteurs sont pour l'essentiel les suivants :

- Les communautés sont davantage prêtes à payer lorsqu'elles n'ont pas d'accès facile à de l'eau.
- Cette volonté est également liée à la possibilité de créer des emplois ou des activités génératrices de revenus.
- Le fait qu'une communauté voisine dispose d'un système de distribution d'eau sous canalisation peut aussi avoir un impact positif sur la volonté de payer.
- Inversement, la volonté de payer est moins forte lorsque les membres de la communauté pensent pouvoir bénéficier de projets subventionnés d'approvisionnement en eau.

La constatation que la volonté de payer est liée au temps qui serait économisé et aux possibilités offertes d'activités génératrices de revenus nous ramène à nouveau aux femmes. *"C'est le temps qu'elles passent à la maison qui compte le plus puisque, pour l'essentiel, c'est à elles qu'incombe la corvée d'eau"*, publiée en 1987 par la Banque mondiale (*Rural Water Supply and Sanitation : Time for a Change*). Au cours de la Décennie, chercheurs et planificateurs de projets ainsi que les participants à de nombreuses conférences organisées par l'ONU depuis 1975 n'ont cessé d'évoquer le temps et l'énergie que perdent les femmes, faute d'accès facile à de l'eau saine, et la nécessité impérieuse d'activités génératrices de revenus.

En 1983, Titi Memet, Directeur régional pour l'UNICEF, a fait remarquer qu'il était difficile de savoir ce qui devait venir en premier pour le développement : des occasions d'activités génératrices de revenus pour les femmes ou des améliorations aux systèmes d'eau et d'assainissement. Le Bureau des femmes de Sri Lanka a constaté cette même relation en 1983 au cours d'un projet OEF/USAID où la mise en place de micro-industries (apiculture, etc.) avait incité les gens à demander des améliorations au système de distribution d'eau et d'assainissement.

Comme on a pu le noter dans le cadre de projets en Amérique latine, en Asie et en Afrique, les femmes sont davantage prêtes à payer que les hommes pour le temps économisé puisque c'est généralement le leur. On constate également que, même lorsqu'elles ne disposent que de petits revenus, les femmes sont tout de suite plus libres de leurs décisions à la maison et se montrent prêtes à consacrer une part importante de leurs gains – en fait la quasi-totalité – à des améliorations susceptibles de satisfaire des besoins fondamentaux et à l'éducation. Même lorsqu'elles ne gagnent pas d'argent, il est arrivé que des femmes s'organisent pour recueillir des

crédits afin d'assurer le fonctionnement de systèmes communautaires d'approvisionnement en eau, par exemple au Panama, en Indonésie, en Thaïlande, au Kenya et au Mexique. Les gens acceptent enfin plus facilement l'idée de payer lorsque le coût de l'eau achetée, par exemple auprès de camions citernes ou de revendeurs, est élevé. Dans beaucoup si ce n'est la majorité des taudis urbains, à Quito et Tegucigalpa par exemple, les pauvres paient le litre d'eau beaucoup plus cher que leurs voisins des quartiers riches.

**Techniques  
d'évacuation des  
excreta**

Les femmes ont eu un impact important sur Décennie en recherchant de nouvelles solutions pour l'évacuation des excréta. D'après Fred Reiff de l'OPS, *"en Amérique latine, de plus en plus de femmes veulent des toilettes avec chasse d'eau mais pas nécessairement avec une évacuation par canalisation. Les latrines avec chasse d'eau leur conviennent mais elles veulent de la porcelaine et généralement des WC avec siège. Elles disent que c'est plus propre, moins malodorant, plus facile pour les enfants."* La demande de latrines améliorées augmente à mesure que les femmes apprennent à l'occasion de la Décennie qu'il existe d'autres options. Lors de la préparation d'un projet exécuté au Honduras en 1983, les femmes ont demandé de l'aide pour la mise au point d'une latrine à compostage utilisable dans les maisons, afin de réduire le coût des engrais pour l'entreprise qu'elles avaient décidé de mettre sur pied. Elles avaient entendu parler de ce type de latrine mais n'en avaient jamais vu. Comme l'a noté Piers Cross, qui travaille au Zimbabwe pour le PNUD/Banque mondiale, l'idée est d'aider les femmes à prendre l'initiative de construire des latrines, gérer des commissions pour l'approvisionnement en eau et faire de l'éducation sanitaire dans les villages. La démonstration en a été apportée par Quartul Ain Bakhteari au Pakistan (1981).

**Changements de  
comportements**

On a enregistré un autre tournant lorsque les techniciens et spécialistes de la santé publique ont admis qu'il était indispensable de comprendre les critères de choix et les conceptions traditionnelles de la population. Ces schémas culturels toujours en pleine évolution sont maintenant acceptés comme des éléments indispensables à prendre en considération pour encourager des changements de comportements.

Les trois principaux messages qui ont été intégrés en 1982-83 aux modules de formation du PNUD/Banque mondiale font maintenant partie intégrante de la stratégie globale de la Décennie de l'Eau potable :

- La technologie ne suffit pas.

- Il est plus difficile de changer les comportements que de changer les techniques.
- Un embryon de théorie ne suffit pas pour inciter à modifier les comportements.

Un quatrième message a été ajouté aux trois précédents :

- Pour que les femmes soient d'efficaces agents du changement des comportements liés à la santé, il faut leur donner des motivations adaptées à leurs propres valeurs, priorités et choix.

Les messages seuls ne suffisent pas mais leur intégration à des activités de formation à l'intention des populations féminines locales donne certainement des résultats, comme on a pu le voir au Bangladesh. Au sein de la population pauvre, migrante et presque entièrement analphabète de Dhaka, le taux des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 6 ans a diminué de 25% à la suite d'un programme d'éducation communautaire exécuté par 1822 femmes volontaires dans 51 communautés entre 1981 et 1987. Ce programme reposait sur trois éléments de comportement déjà courants dans la communauté et dont on savait qu'ils avaient une influence sur l'incidence de la diarrhée.

Les trois principaux messages qui ont été diffusés par des volontaires locaux étaient les suivants :

- lavez-vous les mains après avoir fait vos besoins et avant de préparer et de consommer des aliments (à l'intention des mères);
- ne permettez pas aux petits enfants de faire leurs besoins dans la zone de séjour; conduisez-les à une latrine ou à un endroit spécialement réservé à cet effet;
- ne laissez pas s'entasser les ordures dans la zone de séjour (voir l'étude de cas de Elise Shallon, PNUD/PROWWESS 1988).

L'étude récemment publiée sur les comportements de la cellule familiale dans deux villages égyptiens fait ressortir les liens entre la façon de conserver l'eau et de l'utiliser pour la vie de tous les jours et les disponibilités locales en eaux de surface et souterraine ainsi que les problèmes de drainage. Les femmes même si elles se sentent impuissantes à influencer les collectivités locales, ont suggéré des solutions pratiques telles que des charrettes pour l'évacuation des eaux usées, (Samiha El Katasha et Anne D. White, 1989).

*Rôle des femmes*

Une analyse récemment consacrée à différentes études de cas sur les femmes et le développement signale comme le plus intéressant le projet SIRDO (système intégré de recyclage des déchets organiques) exécuté au Mexique, car il permet à la fois d'améliorer les conditions d'hygiène et de créer des activités génératrices de revenus.

*"...dans le cadre de ce projet exécuté au Mexique, les femmes ont été invitées à contrôler l'environnement à l'aide d'une méthode vieille comme le monde mise au point par les femmes : la conservation et le recyclage des déchets. Cet instinct de conservation est éternel mais, dans ce cas précis, il devrait permettre de faire face à un problème propre à notre civilisation. En élargissant le débat sur les femmes et le développement en passant d'une définition étroite de la gestion économique à toute la gamme des défis devant lesquels se trouve l'humanité aujourd'hui, tels les problèmes d'environnement, on fera un grand pas en avant...". (Vina Mazumdar dans *Supporting Women's Work in the third World*, 1989).*

**7. Questions et recommandations**

En prévision des années 1990, on élabore un cadre pour la coopération mondiale et il conviendra d'examiner les mécanismes existants de la Décennie internationale de l'Eau potable, tels l'Equipe interorganisations pour les femmes et PROWESS, afin de déterminer la pertinence de leurs objectifs par rapport à l'an 2000. On a fait des progrès considérables dans la mise au point de méthodologies et de stratégies qui renforcent l'impact potentiel que peuvent avoir les femmes sur les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Lorsqu'on en aura assuré l'institutionnalisation et la répliquabilité, ces instruments renforceront l'impact positif des systèmes d'approvisionnement en eau sur les femmes et des femmes sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la santé et le développement. Cet élan doit être maintenu.

Alors que la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement touche à sa fin, il est admis que :

*"les femmes ne constituent pas simplement un groupe d'intérêt particulier dans le domaine de l'eau et de l'assainissement mais elles sont le groupe d'intérêt principal. Et cela, aussi bien en qualité de bénéficiaires (soulagées de certaines tâches, elles peuvent participer à d'autres activités de développement) que de partenaires (sans leur*

*participation, les projets risquent d'être mal conçus et d'échouer)".*  
(Siri Melchior, 1989).



*Il existe des techniques pour obtenir la participation des hommes comme des femmes, comme le montrent ces images prises au Népal.*

Des stratégies précises doivent être utilisées pour associer les femmes et les communautés à l'évaluation des besoins, à la conception, à la planification, à la mise en oeuvre et au suivi essentiel

nécessaires à une utilisation durable et efficace des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Si l'on n'accorde pas une attention toute particulière aux femmes, les hommes et les femmes continueront d'agir selon leurs vieux schémas stéréotypés.

***Implication des hommes et des femmes***

Il faut utiliser des techniques qui respectent les structures sociales existantes pour que les hommes ne se sentent pas menacés par la participation des femmes, mais plutôt fiers qu'hommes et femmes travaillent ensemble pour améliorer leur communauté, la qualité de leur vie et celle de leurs familles. Les connaissances nécessaires à la prise de décisions pertinentes et aux modifications des comportements doivent venir, non seulement des médias et des messages qu'ils transmettent, mais aussi d'études et d'activités de formation collectives au sein des communautés.

***Les pays en développement doivent montrer la voie***

Comme le note le rapport annuel pour 1988 du PNUD/Banque mondiale, les principaux acteurs du développement des approvisionnements en eau et de l'assainissement ont été et continueront d'être les pays en développement. Même si le soutien extérieur est vital, le succès dépend en fin de compte des efforts fournis par les pays; la coordination des activités au sein des pays contribuera au succès des opérations. Dans ces pays, les rôles clés seront joués dans les communautés par les femmes sans lesquelles les améliorations apportées aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne sauraient être durables ou efficaces et sans



lesquelles on ne pourra jamais espérer instaurer la santé pour tous en l'an 2000.

Le PNUD organise en Inde, en septembre 1990, une consultation mondiale sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, pour examiner les principaux obstacles à la réalisation des objectifs de la Décennie et à l'extension de réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement aux millions de personnes encore non desservies. La question qui se pose est la suivante : *que fait-on pour aider les gouvernements à introduire une certaine souplesse dans leurs administrations, à décentraliser et à tirer le meilleur parti possible de leurs ressources humaines en associant des femmes à tous les niveaux, depuis les ministères (y compris les bureaux de la condition féminine) jusqu'aux ONG et aux groupes locaux d'utilisation des ressources en eau, pour la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des améliorations apportées au cours des années 1980 aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.*

**La volonté  
politique**

Avant que l'on puisse demander aux pays de renforcer encore leurs programmes et d'apporter des ajustements structurels, il faut que l'ONU et d'autres organisations examinent leurs propres activités et prouvent qu'elles ont la volonté politique d'associer des femmes à l'élaboration des politiques, à la planification et à l'exécution des projets. L'équipe spéciale interorganisations pour les femmes était composée à l'origine de femmes travaillant dans la plupart de ces organisations. A l'heure actuelle, elle comprend essentiellement des hommes qui, il est vrai, ont beaucoup travaillé pour encourager la participation de femmes aux systèmes communautaires d'approvisionnement en eau au sein de leurs propres organisations et du Comité directeur.

Si, depuis 1975, des résolutions sur la participation des femmes à tous les niveaux ont été adoptées dans toutes les conférences mondiales et lors des réunions de la Décennie, elles ont été longues à être mises en oeuvre au sein des institutions des Nations Unies et peut-être même tendraient-elles à sombrer dans l'oubli. Le groupe UNICEF/WET ne compte plus aucune femme. Les deux femmes qui avaient aidé à mettre l'équipe sur pied n'ont pas été remplacées depuis que l'une d'elles, qui était conseiller pour la participation communautaire, a pris sa retraite et que l'autre, spécialiste de l'éducation pour la santé, a été transférée.

**Un renversement  
des tendances**

Ce remplacement progressif, depuis le milieu des années 80, des femmes par des hommes au sein des organes politiques et sur le terrain n'est pas limité au seul système des Nations Unies mais sa structure organique fait que les problèmes de répartition des sexes y sont moins aigus que dans

plusieurs autres organisations. La Fondation interaméricaine, qui en 1983, comptait un record de 43% de femmes au sein de son personnel, a enregistré, à partir de 1986 un déclin rapide aussi bien de ses effectifs féminins que du soutien apporté à des projets favorables à la cause des femmes. (Voir *The Bureaucratic Mire: Women's Program in Comparative Perspective*, Staudt, 1989).

Maintenant qu'a été créé un Conseil de concertation, l'Equipe interorganisations pour les femmes doit-elle être élargie pour englober les mouvements WID et SSP ? Quelles seraient les ressources financières nécessaires pour que cette transformation soit utile ? Et que dire des organismes de soutien extérieur, des organismes d'aide bilatérale et des ONG ? Comment pourraient-ils établir des rapports efficaces avec les mécanismes nationaux mis en place dans chaque pays au cours des années 1975-1985 pour soutenir les activités des femmes ? Comment les OSE pourraient-ils soutenir et renforcer les mécanismes nationaux ?

**Rôle de  
PROWESS**

En décidant de nouer des liens plus étroits avec PROWESS/PNUD et les ONG dans le cadre du développement des ressources humaines et de la formation, les responsables du programme PNUD/Banque mondiale ont pris une mesure positive. Une autre est d'avoir nommé des conseillers de PROWESS aux groupes régionaux pour l'eau et l'assainissement. En association avec l'INSTRAW, PROWESS préside depuis quelques années l'Equipe interorganisations pour les Femmes.

*"PROWESS fait face à une très forte demande"* d'après un conseiller de l'ONU. *"La porte est ouverte"*, dit un autre. On a conçu et testé sur le terrain des instruments et des méthodes pratiques qui montrent comment faire participer les femmes et comment cette participation fait la différence. En fait, on a maintenant mis au point et testé des instruments de base qui permettent de mesurer l'impact de la participation des femmes sur leur propre vie et sur le "succès" des projets en termes de durabilité et d'utilisation efficace.

**Influencer les  
stratégies**

Comment faire pour que ces constatations occupent la place essentielle qu'elles méritent ? Comment les intégrer aux stratégies des pays ? Comment faire pour que la participation des femmes au niveau de la communauté soit maintenant prise en compte dans les politiques nationales ? La réunion de Delhi sera-t-elle le lieu approprié pour échanger des matériels pédagogiques, revoir les résultats des recherches et faire connaître aux hauts responsables gouvernementaux les succès remportés et les résultats de projets à grande échelle ?

L'IAFTW et PROWWESS pourraient-elles organiser des ateliers régionaux et/ou nationaux pour faire le point des progrès accomplis au cours de la Décennie ? Un cadre standard pour analyser le rôle des femmes dans la Décennie pourrait-il être mis au point ? Des progrès considérables ont été faits mais les leçons tirées des succès et des échecs devraient être largement diffusées et analysées. Il faudrait tirer parti du bond en avant qu'ont marqué les années 1980-1985 lorsque, à l'occasion de séminaires, de forums et de conférences de l'ONU au niveau international, ont été mises en relief les relations existant entre les aspirations des femmes et les objectifs de la Décennie, et qu'ont été institutés des réseaux.

*Les chances de  
New Delhi*

A New Delhi, les femmes venues de bureaux nationaux de la condition féminine, d'ONG, de bureaux du mouvement WID dans des organisations bilatérales, de la direction de projets, etc., devront être prêtes :

- à échanger leurs propres évaluations des chances d'atteindre les objectifs fixés pour l'année et des obstacles à prévoir;
- étudier les moyens d'appliquer les techniques et méthodes de participation de PROWWESS pour renforcer la participation des femmes dans leurs propres pays;
- à apporter des renseignements sur les femmes en tant que ressources humaines dans leurs pays, y compris dans les organismes – gouvernementaux et non gouvernementaux – qui s'occupent de former des femmes pour des groupes d'utilisateurs des ressources en eau, des commissions d'hygiène, etc.;
- à apporter des suggestions précises pour les mesures collectives et les changements qui permettraient de surmonter les obstacles à l'instauration de "la santé pour tous d'ici l'an 2000".



*Une femme du Zimbabwe enregistre son vote à l'aide d'un diagramme lors d'un atelier PROWWESS. Ateliers et séminaires sont l'occasion de se communiquer les leçons et l'expérience acquise.*

Il faudrait aussi prévoir une aide pour la traduction, la publication et la distribution de certains documents de la série "Lessons, Strategies, and Tools" de PROWWESS afin que l'on puisse déterminer si ces leçons,

***Atelier  
international***

stratégies et instruments sont bien adaptés aux problèmes des pays et que l'on en assure la diffusion.

Il faudrait organiser un atelier international qui réunirait certains des participants des ateliers du milieu des années 80 qui se sont révélés fructueux, aussi que d'autres chercheurs et directeurs de projets, pour faire le point des observations les plus récentes et proposer des additions ou des révisions des méthodes mises au point pour analyser les facteurs comportementaux et la prise des décisions. Le thème des femmes et de la gestion des déchets devrait faire l'objet d'un groupe spécial au sein de l'atelier. L'accent serait mis sur les modifications comportementales et les améliorations apportées au milieu domestique ainsi que sur l'évaluation des techniques utilisées.

***De nouveaux  
rôles pour les  
années 1990***

PROWESS, l'Equipe interorganisations pour les femmes et l'INSTRAW devraient recevoir pour 1990-2000 les crédits nécessaires à l'exécution de leurs mandats tels qu'ils ont été redéfinis par le Conseil de concertation.

***Se tenir au  
courant***

Des chercheurs, des représentants des OSE et des administrateurs de projets devront être prêts à fournir la documentation requise pour mettre à jour la bibliographie établie en 1985 par l'IDRC sur le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Le présent document fait partie d'une série de brochures préparées pour le compte du Comité directeur de la Coopération pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Voici les titres parus dans de cette série :

1. **Impact de la DIEPA sur les maladies diarrhéiques**
2. **La DIEPA et la participation des femmes**
3. **Rapport sur les activités de la DIEPA dans le domaine du développement des ressources humaines**
4. **Rapport sur les échanges d'informations techniques dans le cadre de la DIEPA**
5. **Impact de la DIEPA sur la dracunculose**
6. **Impact de la DIEPA sur la schistosomiase**

Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus auprès de l'Unité CWS, Organisation mondiale de la Santé, 1211 Genève 27, Suisse.